



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[4 036 355]

=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	11 181 168 548 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[12 170]

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[14 681]

[] NA

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[7.54223]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : 001. Available at Croatian Bureau of Statistics web page (https://www.dzs.hr/Hrv_Eng/Pokazatelj/Procjene%20stanovnistva.xlsx). State on 31st December of 2020.

002. Provisional data. Available at Croatian Bureau of Statistics web page https://www.dzs.hr/Hrv_Eng/Pokazatelj/MSI%20BRUTO%20DOMACI%20PROIZVOD.xlsx, table 12.1.1.1., cell F40).

003. Provisional data. Source: Eurostats web page (https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nama_10_pc/default/table?lang=en).

004. Information on average monthly gross salary for period January-December 2020 is available in the Croatian Bureau of Statistics First release „AVERAGE MONTHLY NET AND GROSS EARNINGS OF PERSONS IN PAID EMPLOYMENT - For December 2020“ (available at https://www.dzs.hr/Hrv_Eng/publication/2020/09-01-01_12_2020.htm). This monthly gross average amounts to 9 216 Croatian kuna. To calculate the indicator „Average gross annual salary“ we have multiplied this monthly average by 12, and afterwards divided it with an average annual exchange rate between Euro and Croatian kuna (exchange rate in question is 7.53308,

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	187 560 717 [] NA [] NAP	186 909 470 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	152 285 443 [] NA [] NAP	152 285 433 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	7 864 920 [] NA [] NAP	7 830 202 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	2 438 358 [] NA [] NAP	2 405 364 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	5 426 562 [] NA [] NAP	5 424 837 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	4 460 129 [] NA [] NAP	4 051 434 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	6 029 793 [] NA [] NAP	5 609 525 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	4 540 268 [] NA [] NAP	4 538 941 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	546 483 [] NA [] NAP	412 625 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	11 833 681 [] NA [] NAP	12 181 310 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The increase of the "Annual public budget allocated to justice expenses (expertise, interpretation, etc.)" was

caused by the circumstances of the COVID-19 pandemic.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Generally, in the civil litigation proceedings the court fee depends on the value of the subject of the dispute i.e. the value of the determined principal claim. Interest, litigation costs, penalty charges and other subordinate claims are taken into account only if they are a part of the principal claim.

Depending on the nature of the procedure, different court fees are determined in the Court Fees Act and Tariff of Courts Fees. When the value of the subject matter of the dispute cannot be determined under the provisions of Court Fees Act, the fee will be charged for the amount of 10,000.00 Croatian kunas.

In criminal cases, fees are charged only if the proceedings are initiated on the basis of a private claim (not ex officio initiated proceedings). In that case, a fee in the amount of 250,00 Croatian kunas is paid for the claim, 500,00 Croatian kunas for court decisions, and 600,00 Croatian kunas in the case of an appeal.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[76]
 NA
 NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[]
 NA
 NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	14 066 029 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 501 416 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	564 613 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	13 795 693 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 501 416 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	294 276 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	270 337 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	270 337 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Compared to the previous cycle, the amount of total annual approved public budget allocated to legal aid other in other than criminal cases has been increased by 6,87%.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	13 986 418 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 501 416 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	485 002 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	13 706 525 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 501 416 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	205 109 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	279 893 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	279 893 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : If the public budget actually implemented regarding legal aid is different from the annual approved public budget allocated to legal aid, please indicate the main reasons for the differences: Annual approved public budget allocated to legal aid for cases brought to court in other than criminal cases (secondary legal aid) is planned in the indicative amount. Providers of secondary legal aid are remunerated after the completion of the proceedings and that is the reason why annual implemented public budget for cases brought to court depends on the number and amount of received costs from secondary legal aid providers in each

year. Approved public budget allocated to legal aid for cases not brought to court in other than criminal cases (primary legal aid) is planned taking into account the comments of stakeholders in the primary legal aid system and constraints and possibilities of the state budget. Ministry of Justice and Administration every year carries out public tender ensuring that way funds for projects of primary legal aid providers (authorized civil-society-associations and law faculties), within the approved public budget. Upon completion of the approved project primary legal aid providers submit annual reports on project implementation.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	58 737 144 [] NA [] NAP	58 715 444 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	42 941 [] NA [] NAP	37 892 [] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : There is a significant increasing of the total annual budget allocated to the public prosecution services due to the increasing of salaries of the public prosecutors.

The annual public budget allocated to training of public prosecution services is lower than in 2019 due to the fact that in 2019 the Judicial Academy conducted professional training of judicial officials and advisors and a foreign language education program for judicial officials,



=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Parlement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Cour Suprême	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ? En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]
Evaluation des besoins particuliers	[]	[]
Nombre de juges/non juges	[X]	[X]
Nombre d'affaires nouvelles	[]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[X]	[X]

Nombre d'affaires terminées	[]	[]
Autre	[]	[]

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on Legal Aid ("Official Gazette", No. 143/13. & 98/19.) (https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2013_12_143_3064.html
https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2019_10_98_1920.html)

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	419 727 916 [] NA [] NAP	416 658 953 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part

importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	(X) Oui () Non [] NAP
Cour constitutionnelle	() Oui (X) Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui (X) Non [] NAP
Service de l'exécution	() Oui (X) Non [] NAP
Notariat	() Oui (X) Non [] NAP

Service d'expertise légale	() Oui (X) Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	(X) Oui () Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'immigration	() Oui (X) Non [] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	() Oui (X) Non [] NAP
Autres	() Oui (X) Non [] NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on Legal Aid ("Official Gazette", No. 143/13. & 98/19.) (https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2013_12_143_3064.html
https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2019_10_98_1920.html)

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The tasks of the court administration include:
1. ensuring conditions for proper operation and operation of the court,
 2. care for orderly and timely performance of work in court,
 3. tasks of summoning and assigning lay judges,
 4. affairs related to permanent court interpreters, experts and appraisers,
 5. providing support to witnesses and victims in court proceedings,
 6. acting on requests for protection of the right to a trial within a reasonable time,
 7. document verification activities intended for use abroad,
 8. affairs related to international legal assistance and judicial cooperation,
 9. affairs related to the parties' petitions to the court work,
 10. tasks related to the functioning of the information system,
 11. financial and material operations of the court,

12. monitoring the collection of court fees,
 13. professional affairs related to the exercise of the rights and duties of civil servants and employees in court,
 14. care for professional development of judges, court advisors, trainee judges and other officials and employees in the court,
 15. management of the court building and real estate assigned to the court for use,
 16. statistics and analysis of management reports on the work of judges and courts,
 17. supervising the processing of personal data in court proceedings,
 18. providing information on the work of the court and other tasks prescribed by law and the Court Rules of Procedure.
- The court administration tasks are performed by the president of the court. The president of the court is assisted in performing these tasks by the director of the court administration, the presidents of the departments, the head of the permanent service or an civil servant determined by the president of the court.
- In the case of impediment or absence of the court president, these tasks are performed by a judge determined by the annual work schedule (deputy president of the court).

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The tasks of the State Attorney's Office Administration include ensuring the conditions for the proper operation and operations of the State Attorney's Office, and in particular:
1. organization of internal operations in the State Attorney's Office
 2. care for the orderly and timely performance of work in the State Attorney's Office
 3. affairs related to petitions and complaints about the work of the State Attorney's Office
 4. professional activities related to the exercise of the duties and rights of state attorneys, deputy state attorneys and civil servants and employees in the state attorney's office
 5. care for professional training of state attorneys, deputy state attorneys, advisors, trainees and other officials and employees in the state attorney's office
 6. managing activities related to the use of the information system
 7. keeping and analyzing statistical data on the work of the State Attorney's Office
 8. financial and material operations of the State Attorney's Office
 9. management of the building and real estate assigned to the State Attorney's Office for use
 10. providing information on the work of the State Attorney's Office in accordance with the law and the Rules of Procedure of the State Attorney's Office
 11. conducting supervision over the processing of personal data
 12. and other tasks prescribed by law and the Rules of Procedure of the State Attorney's Office.
- The tasks of the State Attorney's Office are performed by the State Attorney. The State Attorney is assisted in performing these tasks by heads of departments, heads of permanent services, the director of the State Attorney Administration and the Deputy State Attorney or an official appointed by the State Attorney. In the case of impediment or absence of the State Attorney, these tasks are performed by a Deputy State Attorney determined by the annual work schedule.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- Legal aid in civil and administrative matters in the Republic of Croatia is regulated by the Law on Legal Aid ("Official Gazette" no. 143/13. and 98/19.). Legal-aid-recipients are entitled to primary legal aid (which includes general legal information, legal advice, writing submissions to public law bodies, European Court of Human Rights and international organizations in accordance with the international agreements and rules of operation of those bodies, legal representation before public law bodies and legal aid in out-of-court amicable settlements) and/or secondary legal aid in civil and administrative court proceedings (which includes legal advice, writing submissions and legal representation in court proceedings, legal assistance in amicable settlements and exemption from court-proceeding-expenses and court fees). Primary-legal-aid-providers are authorised civil-society-associations, law-faculty-legal-clinics, county-administrative-bodies and Administrative Body of the City of Zagreb. The proceeding for obtaining primary legal aid is initiated by directly contacting the primary-legal-aid-provider. Ministry of Justice and Administration every year carries out public tender in compliance with the provisions of the Law on Legal Aid ensuring that way funds for projects of authorized civil-society-associations and law faculties that have established legal clinics. Authorized civil-society-associations and law faculties provide primary legal aid to vulnerable social groups such as: victims of violence and domestic violence, victims of sexual violence, minorities, asylum seekers and other vulnerable social groups. Secondary-legal-aid-providers are lawyers. To obtain secondary legal aid an application must be submitted to one of the county-administrative-bodies or Administrative Body of the City of Zagreb. Secondary legal aid will be granted in the proscribed types of proceedings if the applicant's financial status complies with the conditions proscribed in the Law on Legal Aid.

The provisions of the Criminal Procedure Act (OG 152/08, 76/09, 80/11, 121/11, 91/12, 143/12, 56/13, 145/13, 152/14, 70/17, 126/19, 126/19) prescribe cases when the defendant must have a defense counsel (mandatory defense). In the case of compulsory defense, the defendant will be assigned a defense counsel ex officio, if there is no elected defense counsel or he has not previously been assigned a defense counsel at the expense of budget funds or in the case when he was left without a defense counsel during the proceedings and does not take another defense counsel.

In cases when the defense is not obligatory, the defendant will, at his request, after receiving the decision on the investigation or notification of the taking of evidence, or after the indictment, until the final completion of the criminal proceeding, appoint a defense counsel at the expense of the budget if he cannot cover the costs of his defense without jeopardizing his own support and the support of his family or persons he is legally obliged to support, and the complexity, weight or special circumstances of the case justify it. In accordance with the requirements of Directive (EU) 2016/1919 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2016 on legal aid for suspects and accused persons in criminal proceedings and for wanted persons in proceedings based on a European

arrest warrant, the provisions of the Criminal Procedure Code are significantly extending the time limit of the defendant's right to free legal aid in such a way that the suspect, or defendant, has this right from the earliest stages of the proceeding, from the police proceeding in connection with the criminal proceeding.

The defendant shall submit a reasoned request for the appointment of a defense counsel at the expense of the budget funds to the State Attorney until the indictment is filed, or to the court after the indictment is filed.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	30 622 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 433 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 189 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la

durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : Evisaged timeframe for granting legal aid in other than criminal cases is set out in Law on Legal Aid. However, the proceeding for obtaining legal aid for cases not brought to court in other than criminal cases (primary legal aid) is initiated by directly contacting the primary-legal-aid-provider and there is no proscribed timeframe, that is to say the primary-legal-aid-provider shall provide legal aid immediately upon contact with free-legal-aid-recipient. To obtain legal aid for cases brought to court in other than criminal cases (secondary legal aid) an application must be submitted to one of the county-administrative-bodies or Administrative Body of the City of Zagreb and they shall render decision in 15 days of the submission of the application.

According to the provisions of the Criminal Procedure Act (OG 152/08, 76/09, 80/11, 121/11, 91/12, 143/12, 56/13, 145/13, 152/14, 70/17, 126 / 19, 126/19) the defendant shall submit a reasoned request for the appointment of a defense counsel at the expense of budgetary funds to the State Attorney until the indictment is filed, or to the court after the indictment is filed. The State Attorney or the President of the Council or a judge shall decide on the merits of the request for the appointment of a defense counsel at the expense of the budget. An appeal against the decision of the State Attorney shall be decided by the investigating judge, while an appeal against the decision of the president of the panel or an individual judge shall be decided by the panel.

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Provisions of the Criminal Procedure Act (OG 152/08, 76/09, 80/11, 121/11, 91/12, 143/12, 56/13, 145/13, 152/14, 70/17, 126/19, 126/19) stipulates that a victim who has taken on the role of the injured party as a prosecutor when the proceedings are conducted at her request for a criminal offense punishable by imprisonment for more than five years may, at his request, be appointed a assignee if it is in the interest of the proceedings also if the victim in the role of the injured party as plaintiff, according to his financial situation, cannot cover the costs of representation. The court before which the proceedings are conducted decides on the request.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Victimes	<input type="checkbox"/> Oui
	<input checked="" type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Legal aid for cases brought to court in other than criminal cases (secondary legal aid) is granted if the applicant's financial status complies with the conditions proscribed in the Law on Legal Aid. Legal aid is granted depending on the annual monthly income of the applicant and his household members and the total value of the property owned by the applicant and his household members. When determining the applicants financial situation, the following are not taken into account: total income and assets of the perpetrator of domestic violence if the applicant is a victim of that violence, total income and assets of the household members participating in the proceedings as opponents of the applicant or their interest is contrary to the interest of the applicant, property in which the applicant lives if it is owned by him or by his household members, the real estate used for business activity necessary to ensure the minimum living conditions for the applicant and household members, incomes exempted from enforcement on the basis of a general regulation governing enforcement proceedings, child allowance and cash receipts for the equipment of a newborn child and other. Some categories of applicants are granted secondary legal aid without establishing their financial status: a child in the process of exercising the right to maintenance, a victim of a criminal offense of violence in the proceedings for the purpose of exercising the right to compensation for damage caused by the commission of a criminal offense, a person who is a beneficiary of social welfare rights. Legal aid for cases not brought to court in other than criminal cases is initiated by directly contacting the primary-legal-aid-provider. Primary legal aid can be provided in every legal matter if the applicant's material circumstances are such that the payment of legal aid could endanger the maintenance of the legal-aid-recipient and his household members and there is no proscribed formal procedure for evaluating conditions for obtaining primary legal aid.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	2 648 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 478 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : Law on Legal Aid regulates that an application for granting legal aid for cases brought to court in other than criminal cases (secondary legal aid) may be denied in the case of vexatious litigation. It is considered that vexatious litigation is if the applicant's expectations are clearly disproportionate to the actual situation, if it is clear that the applicant is abusing the possibility to apply for legal aid, if the applicant's expectations are in clear conflict with the final outcomes in similar cases, or if the applicant's expectations are contrary to the coercive regulations and morals of the society.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- () le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale
- () un autre juge ou fonctionnaire
- () une instance extérieure au tribunal
- (X) plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires According to the provisions of Law on Legal Aid, to obtain legal aid for cases brought to court in other than criminal cases (secondary legal aid) an application must be submitted to one of the county-administrative-bodies or Administrative Body of the City of Zagreb.

According to the provisions of the Criminal Procedure Code, the State Attorney or a judge decides on the merits of the request for the appointment of a defense counsel at the expense of the budget.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on Legal Aid ("Official Gazette", No. 143/13. & 98/19.) (https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2013_12_143_3064.html)
https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2019_10_98_1920.html)
Legal Aid Information system

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) https://www.nn.hr/	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) https://sudskapraksa.csp.vsrh.hr/home	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) https://sudovi.hr/hr/sudovima/sudovi-republike-hrvatske	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) https://sudovi.hr/hr/gradani/obrasci	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : Comment - Please specify what documents and information are included in "Other documents" : For example: •brochure "Victims' Rights under the Law on Financial Compensation to Victims of Crime" and "Form of Request for Financial Compensation to Crime Victims" in Croatian and English, in accordance with the Law on

Financial Compensation for Victims of Crime

•booklet for victims and witnesses through criminal and misdemeanor proceedings "in Croatian and English, •leaflet of the Victims and Witnesses Support Section

•information on payment of court fees

•lists of court experts, interpreters, insolvency practitioners, etc.

•Access to e-file, e-communication, e-notice board etc.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

(X) Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

Systeme d'information

Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser
At the courts there are employed expert associates that are in charge of children victims and witnesses. According to the Rules/ordinance on the work of expert associates (out-of-law professional) they are in charge of: 1. examination of a child as a witness or injured party by means of an audio-video device, according to the order of the judge 2. providing professional assistance to the judge in examining a child as a witness by preparing the child for examination, providing expert opinion on his readiness and ability to be examined, manner of examination and way in which child can participate in examination, 3. collection of data on the personal and family circumstances of the child witness in order to provide an expert opinion on further action in relation to circumstances that contributed to or influenced the committing of the crime toward child and reporting those findings to the social welfare center 4. provision of basic information to parents or guardians of children victims or witnesses, about the course of criminal proceedings

NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]16 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). A party who has full disposing capacity may undertake procedural actions by himself or herself (litigation capacity). A minor person who has not acquired full disposing capacity shall have the litigation capacity only within the limits in which his or her disposing capacity is recognised. Parties who do not have the litigation capacity shall be represented by their legal representatives. Only persons may be heard as witness who are capable of giving information about facts which

have to be proved.

For children and persons deprived of legal capacity, a private lawsuit is filed by his / her legal representative or special guardian.

If the injured party is a child and the interests of the child are in conflict with the interests of the parents, the authority conducting the proceedings shall invite the competent social welfare authority to appoint a special guardian for the child.

According to the provisions of the Juvenile Courts Act, when examining a juvenile and taking other actions in which the juvenile is present, the conduct of criminal proceedings may not be harmful for the development of juvenile personality.

The examination is conducted with the help of a psychologist, pedagogue or other professional person, and except when it is not against the interests of the procedure or the child, the examination is attended by a parent or guardian. The parties may ask questions to the child witness with the approval of the investigating judge through an expert. The test will be recorded with an audio-video recording device, and the recording will be sealed and attached to the record. The child can only be exceptionally re-examined, in the same way.

According to the provisions of the Criminal Procedure Code, a child who, according to his age and mental development, is unable to understand the meaning of the right not to testify, cannot be examined as a witness, but knowledge obtained from him through experts, relatives or other persons who were in contact with him can be used as evidence.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire In proceedings against a juvenile, in addition to the powers explicitly provided by the provisions of the Juvenile Courts Act, the representative of the social welfare center has the right to get acquainted with the course of the proceedings, make proposals and warn of facts and evidence important for making the right decision. .

A minor's defense counsel can only be a lawyer.

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
- Capacité de discernement
- Autres critères

Commentaire The Juvenile Courts Act regulates the provisions for young perpetrators of criminal offenses (juveniles and young adults) in substantive criminal law. A juvenile is a person who has reached the age of fourteen at the time of the commission of the offense and has not reached the age of eighteen, and a young adult is a person who has reached the age of eighteen and has not reached the age of twenty-one at the time of the offense.

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

[14]

[] NA

[] NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[16]

[] NA

[] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : According to the provisions of the Juvenile Courts Act, juveniles can be sentenced to educational measures and juvenile imprisonment for the committed criminal offenses, and, in addition to the conditions provided by this Act, to security measures.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

() Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

() Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

(X) Oui, toujours

() Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

() Pour tous les types d'infractions

(X) Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

() Oui

(X) Non

Commentaires Victims have the right to financial compensation regardless of whether the perpetrator is known and whether or not the criminal proceeding is being conducted. It is important that the criminal offense is reported or recorded as a criminal offense at the police or the State Attorney's Office.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

() Pour tous les types d'infractions

(X) Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

() Oui

Non

Commentaires Victims have the right to financial compensation regardless of whether the perpetrator is known and whether or not the criminal proceeding is being conducted. It is important that the criminal offense is reported or recorded as a criminal offense at the police or the State Attorney's Office.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires Victims have the right to financial compensation regardless of whether the perpetrator is known and whether or not the criminal proceeding is being conducted. It is important that the criminal offense is reported or recorded as a criminal offense at the police or the State Attorney's Office.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the provisions of the Criminal Procedure Code, the police, the investigator, the State Attorney's Office and the court treat the victim of a criminal offense with special regard. These authorities, including the State Attorney, are obliged to inform the victim and the injured party of their rights in the proceedings in accordance with the law and to take appropriate care of their rights when taking action.

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : According to the provisions of the Criminal Procedure Code, the court, the State Attorney's Office, the investigator and the police are obliged to treat the child as a victim of a crime with special consideration, taking into account age, personality and other circumstances to avoid harmful consequences for the child's upbringing and development.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de

la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d’obtenir une décision d’un juge ».

- () Oui
 (X) Non
 [] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d’indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d’indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	332 [] NA [] NAP	180 [] NA [] NAP	1 290 594 [] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	138 [] NA [] NAP	48 [] NA [] NAP	15 973 [] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Arrestation injustifiée	194 [] NA [] NAP	132 [] NA [] NAP	1 274 621 [] NA [] NAP
Condamnation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d’indemnisation et la méthode de calcul du montant de l’indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : The data in the table refer to the compensation for unjustified arrest and unjustified conviction

An application for compensation for unjustified arrest and unjustified conviction shall be submitted to the Ministry of Justice and Public Administration. If the applicant does not accept the offer of the Ministry of Justice and Public Administration, he has a right to sue at the competent court.

The Ministry of Justice of the Administration issued a Decision on 19 November 2019, which established that the financial compensation in the mediation procedure amounts to HRK 280.00 for each day of imprisonment for unfounded arrest or unjustified conviction.

Therefore, there was an increase in the amount of compensation and a greater number of acceptance of bids, and for that reason there was a greater number of resolved cases.

The amount paid for 2020 refers to payments based on decisions rendered in amicable procedure and court judgments, cases and from previous years in which the payment was made in 2020.

For excessive length of proceedings, the compensation can not exceed 35.000 Croatian kunas (cca 4.600 EUR) per case.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

Au niveau national	Au niveau des tribunaux
--------------------	-------------------------

Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

(X) Oui, veuillez préciser : Only in some reports generated for special purposes (for example domestic violence cases, hate crime cases)

() Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Ministère de la Justice	1 112 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux



042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	66 [] NA [] NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	46 [] NA [] NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	30 [] NA [] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	15 [] NA [] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	20 [] NA [] NAP

Commentaires On the 1st of January 2019, new Courts Areas and Seats Act came into force. From the organizational aspect, the most important organizational measure was the merging of misdemeanor courts into municipal courts, and few municipal courts were reopened after 2015. That is why we have now less first instance specialized courts than in 2018, and more courts of general jurisdiction (22 courts which were in 2018, plus 8 courts which were reopened after the new law came into force).

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	17 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	9 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : In Croatian Judicial system there is a higher instances of 3 specialized courts: commercial, administrative and other (misdemeanour).

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	120 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	143 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The reorganisation of judicial map that started in 2015 in which the number of municipal and misdemeanour courts as well as the number of municipal state attorneys' offices has been reduced continued in 2019 with the merger of municipal and misdemeanour courts into municipal courts.

The reasons for the merger were a significant decrease in the number of misdemeanour cases and overburdened municipal courts with civil cases. In the new judicial map, instead of 46 municipal and misdemeanour courts, there are now 34 municipal courts - all misdemeanour and municipal courts were merged in the same cities except in 2 largest cities, Zagreb and Split, in which specialised municipal courts for misdemeanour cases were retained, and due to geographical specificities and size of certain municipal courts they

were separated and new municipal courts were established (10). Also, a new commercial court was established in Dubrovnik. The aim of this new judicial map with new courts in the network and increased jurisdiction of permanent services is to increase the efficiency of the courts, improve access to court services, ensure even distribution of the workload of judges, shorten the length of court proceedings, reduce the number of unresolved cases in municipal courts, and ensure optimisation and easier management of human resources in courts.



=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	104 [] NA [] NAP
Le licenciement	93 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	77 [] NA [] NAP
Faillite	12 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[1 349]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Civil Procedure Act („Official Gazzete“, No. 53/91., 91/92., 112/99., 129/00., 88/01., 117/03., 88/05., 2/07., 96/08., 84/08., 123/08., 57/11., 25/13., 89/14. & 70/19.) Zakon o parničnom postupku (proišeni tekst) (nn.hr) Zakon o izmjenama i dopunama Zakona o parničnom postupku (nn.hr) Zakon o izmjenama i dopunama Zakona o parničnom postupku (nn.hr)
Ministry of Justice and Public Administration of Republic of Croatia

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	1 643 [] NA [] NAP	473 [] NA [] NAP	1 170 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	1 158 [] NA [] NAP	302 [] NA [] NAP	856 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	449 [] NA [] NAP	149 [] NA [] NAP	300 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	36 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

[] Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 – 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	1 643 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Première instance	1 158 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Deuxième instance	449 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cours suprêmes	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	59 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	32 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	41 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	17 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
Affaires familiales	()	()	()
Affaires de droit du travail	()	()	()
Affaires de droit social	()	()	()
Affaires commerciales	()	()	()
Affaires de faillite	()	()	()
Autre affaires civiles	()	()	()

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires According to the provisions of the Code of Criminal Procedure, municipal courts adjudicate in chambers composed of one judge and two lay judges, unless otherwise provided by law. County courts adjudicate in the first instance in panels composed of one judge and two lay judges, and in panels of two judges and three lay judges for criminal offenses punishable by long-term imprisonment

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).



	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	5 886 [] NA [] NAP	805 [] NA [] NAP	5 081 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	553 [] NA [] NAP	88 [] NA [] NAP	465 [] NA [] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	4 147 [] NA [] NAP	359 [] NA [] NAP	3 788 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	537 [] NA [] NAP	106 [] NA [] NAP	431 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	649 [] NA [] NAP	252 [] NA [] NAP	397 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	5 886 [] NA [] NAP	805 [] NA [] NAP	5 081 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	4 887 [] NA [] NAP	643 [] NA [] NAP	4 244 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	917 [] NA [] NAP	145 [] NA [] NAP	772 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	82 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP

Commentaires

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : Authorised land registry officials and court registry officials who are authorised to independently decide in land registry cases as well as in company register cases. Note: The category Rechtspfleger for 2020. includes land registry officials and court registry officials.

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Source for answers in questions: Ministry of Justice and Public Administration of the Republic of Croatia
The data provided in answers to question 52. do not include the number of non-judge staff who are on unpaid leave, who are in nonactive status of employment, who work part-time in accordance with the Maternity and Parental Benefits Act, who are on maternity leave or on parental leave, who are suspended after disciplinary proceedings, who are working part time in order to care for a child with special needs, or who are transferred in another state body (Ministry in charge for Justice and Public Administration, Judicial Academy, State Judicial Council) and international institutions and missions.

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	622 [] NA [] NAP	197 [] NA [] NAP	425 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	439 [] NA [] NAP	126 [] NA [] NAP	313 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	158 [] NA [] NAP	63 [] NA [] NAP	95 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	25 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

[] Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
-----------	------------	------------

Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 - 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : In 2018, the number of Heads of the State attorneys' offices did not correspond to the number of municipal state attorneys' offices, because in some of these offices the Heads of offices were not appointed. By 2020, they were appointed. Additionally, since 1st of January 2019., 3 new first instance POs were established. The number of the first instance State attorneys' offices includes the number of the municipal state attorneys and Head of Office for Combating Corruption and Organised Crime.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]

[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non [] NA [] NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non [] NA [] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : In general, there are special training programs for prosecutors in the area of domestic and sexual violence. However, details on these training programs which fall under competence of the Judicial Academy can not be segregated between judges and prosecutors. In 2020., one training for 38 participants (combined judges and prosecutors) on the domestic violence topic was held. One croatian participant (judge or prosecutor) participated in the EJTN (European Judicial Training Network) training on sexual exploitation and trafficking of human beings.

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	1 058 [] NA	138 [] NA	920 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice and Public Administration

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez

préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[X] NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- [] Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- [] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- [] Autres études, veuillez préciser:

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » All new IT projects and management are contracted with external vendors.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- Oui
 Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
 la charge de travail
 les ressources humaines
 les coûts
 autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- Oui
 Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : All judgements are available on the internal case-law portal for all judges without anonymisation. Only some judgements are available on the public portal, and these are anonymised.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)



3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
Pénale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	(X) dans tous les tribunaux	(X) dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	(X) Non
	() non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- () 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- (X) 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser The eKomunikacija was launched into production, enabling electronic communication of all participants (including lawyers) and all courts except administrative ones. Article 106(a) of the Civil Procedural Law (Official Gazette 70/19) prescribes that submission can be submitted in electronic form via information system. Article 79

of the Criminal Procedural Code (Official Gazette 143/12) prescribes that submissions that are compiled and signed in writing may be submitted in the form of an electronic document if they are made, sent, received and stored using available information technology, and ensure the establishment of an unambiguous feature that determines the compiler of the electronic document.

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique

Civile et/ou commerciale	[]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires Videoconferencing made it possible to maintainance hearings in special circumstances (COVID-19 pandemic).

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	(X) Oui () Non
dans les services du ministère public	(X) Oui () Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[] taux de recours

[X] clearance rate

[X] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Ministry of Justice and Public Administration of the Republic of Croatia, Ulica grada Vukovara 49, 10000 Zagreb, Croatia

- () Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

- (X) Oui, sur internet
- () Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- () Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :State's Attorney Office of the Republic of Croatia, Gajeva 30a, 10000 Zagreb, Croatia

() Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

[] Internet

[] Intranet

[] Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

() Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : According to the

State Attorney Office Act (Official Gazette No. 67/18) State Attorneys submit monthly reports directly to higher State Attorneys, whose content, deadlines and manner of submission is regulated by the Rulebook of the State Attorney's Office. The annual report submitted by a State Attorney directly to a higher State attorney has the same content as the report of the Chief State Attorney of the Republic of Croatia to the Croatian Parliament.

In cases of special state attorney's interest or in which complex factual and legal issues arise, the State Attorney of the lower State Attorney's Office informs the State Attorney of the higher State Attorney's Office about the actions already taken and the actions intended to be taken in those cases. The Chief State Attorney of the Republic of Croatia informs the Minister competent for judicial affairs of the initiated criminal proceedings against Judges, State Attorneys and Deputy State Attorneys. At the request of the Minister competent for judicial affairs, the Chief State Attorney of the Republic of Croatia submits a report on certain types of criminal proceedings.

The Chief State Attorney of the Republic of Croatia informs the Government of the Republic of Croatia, with notification to the competent Minister, of cases of special state interest in which the State Attorney's Office is authorized and obliged to take legal action to protect the property of the Republic of Croatia and of legal remedies for the protection of the Constitution and laws in cases in which the Republic of Croatia is a party.

Time and manner of submitting special reports are regulated by the Rules of Procedure of the State Attorney's Office.

According to the Rulebook of the State Attorney Office (Official Gazette No. 128/19) Municipal State Attorney Offices submit electronically a report on the overall performance of the state attorney office for each three months, no later than the 5th of the month to the higher County State Attorney Office. The report contains information on the total number of received cases by registers, resolved cases by types of decisions, total number of unresolved cases, total number of unresolved cases older than six months and data on the number and types of court decisions made in the same period and success in acting and representation.

In addition to the numerical report, the State Attorney provides clarification of statistical data if these data significantly deviate from the usual monthly indicators of the State Attorney's Office, reports on significant court practice or legal issues and decisions in significant cases, and the Civil-Administrative Department on work on cases exceeding from HRK 1,000,000.00.

County State Attorney Offices submit a report to the General State Attorney Office of the Republic of Croatia for each three months no later than the 15 th of the following month electronically on the work of his State Attorney Office and lower State Attorney Offices. The report contains summary data and individual data for each State Attorney's Office on the total number of received cases per register, resolved cases by types of decisions, total number of unresolved cases, total number of unresolved cases older than six months and data on the number and types of court decisions made in the same period and success in performance and representation. In addition to the numerical report, clarification of statistical data is provided for that and the lower State Attorney's Offices if these data significantly deviate from the usual quarterly indicators of these State Attorney Offices, as well as reports on significant court practice or legal issues and decisions in significant cases. Other State Attorney's Offices submit electronically to the State Attorney's Office of the Republic of Croatia a monthly work report no later than the 5th day of the month. The report contains data on the total number of received cases by registers, resolved cases by types of decisions and the total number of unresolved cases. In addition to the numerical report, the State Attorney or the Head of the Bureau provide clarification of statistical data if these data significantly deviate from the usual monthly performance indicators and report on significant court practice or legal issues and decisions in significant cases.

The State Attorney's Office of the Republic of Croatia at the Collegium of the State Attorney's Office of the Republic of Croatia at least twice a year, and more often if necessary, reviews statistics and reports on the work of all State Attorney Offices individually and, if necessary, provides general guidelines for further work. By his decision, the Chief State Attorney of the Republic of Croatia may at any time request reports from State Attorneys on work on individual cases.

The State Attorney is obliged, in the case of cases of special State Attorney Office interest or in which complex factual and legal issues arise, to inform the immediately higher State Attorney and the Chief State Attorney of the Republic of Croatia at the same time. If the solver has a case of special State Attorney Office interest in the work, he is obliged to inform the State Attorney about that case without delay. Cases of special State Attorney Office interest are those cases in which new forms of unlawful conduct have been observed, in which the value of the subject matter of the dispute or the proceeds of crime exceeds one million HRK, cases in which the proceedings are or should be conducted according to the rules for trial procedures and trial disputes, cases that cause public attention and other cases at the discretion of the State Attorney.

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
- Non

Commentaires According to the Courts Act (Official Gazette No. 28/13, 33/15, 82/15, 67/18) , the Minister in charge for Justice, upon the proposal of the General Assembly of the Supreme Court of the Republic of Croatia, adopts the Framework criteria for the work of judges.

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- Pouvoir executif (par exemple ministère de la Justice)
- Pouvoir législatif
- Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
- Président de la juridiction
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

(X) Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

[X] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[] Procureur général /Procureur de la République

[] Conseil supérieur des procureurs

[] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to the State Attorney Office Act (Official Gazette No. 67/18) , the Minister in charge for Justice, upon the proposal of Prosecutor General, adopts the Framework criteria for the work of public prosecutors (Deputy State Attorneys).

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice and Public Administration

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires According to the provisions of the Criminal Procedure Code, the parties may request the disqualification of a judge or lay judge or exclusion from the judicial duties in cases provided by law and in other cases where there are circumstances that cause doubt on their impartiality. The parties shall apply for an exemption immediately after learning of the reason for the exemption.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir

d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice and Public Administration

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the provisions of the Criminal Procedure Code, the police may perform a search, if there is a danger of delay, even before the commencement of criminal proceedings for criminal offenses punishable by imprisonment for up to five years.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the provisions of the Criminal Procedure Code, for criminal offenses punishable by a fine or imprisonment of up to five years, for which the panel is not competent, and for which he learned on the basis of the credible content of the criminal report, the State Attorney may request that the court issue a criminal warrant in which it will impose a certain sentence or measure on the defendant without conducting a hearing.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

[] affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In the procedure of issuing a criminal warrant, the explanation will only state the evidence that justifies the issuance of a criminal warrant.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	331 188 [] NA [] NAP	890 021 [] NA [] NAP	922 454 [] NA [] NAP	302 035 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	150 832 [] NA [] NAP	110 253 [] NA [] NAP	93 760 [] NA [] NAP	168 368 [] NA [] NAP	46 677 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	173 078 [] NA [] NAP	767 513 [] NA [] NAP	815 596 [] NA [] NAP	127 233 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	114 965 [] NA [] NAP	113 184 [] NA [] NAP	151 148 [] NA [] NAP	77 391 [] NA [] NAP	22 110 [] NA [] NAP

2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	58 113 [] NA [] NAP	654 329 [] NA [] NAP	664 448 [] NA [] NAP	49 842 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	55 990 [] NA [] NAP	496 119 [] NA [] NAP	516 191 [] NA [] NAP	37 766 [] NA [] NAP	2 306 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	2 123 [] NA [] NAP	158 210 [] NA [] NAP	148 257 [] NA [] NAP	12 076 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	7 278 [] NA [] NAP	12 255 [] NA [] NAP	13 098 [] NA [] NAP	6 434 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires Regarding your comment about decreased number of incoming cases (except business registry cases) shown in this table: Due to the pandemic caused by COVID-19, in 2020., court proceedings for limited period in 2020 were submitted under specific conditions and measures, which contributed to decreased number of incoming cases, as well as court hearings especially in litigious cases. Regarding the number of incoming non-litigious business registry cases - New article added by the Act on Amendments to the Court Register Act (Official Gazette No. 40/19) which came into force at the end of 2019., stipulated the obligation of companies to submit a request for entry of at least one e-mail address to the courts managing business registry. This was the reason for temporarily increased number of requests (cases), which were all resolved by the end of January 31, 2021.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. The category “civil (and commercial) non-litigious cases” includes all out-of-court proceedings (non-litigious cases) that are not stated in the different categories (accordingly, non-litigious cases of civil and commercial courts and are related to the following types of cases:

- Adoption of the decision on the health of the ward
- Issuance of the permit for marriage before majority
- Deprivation/restoration/prolongation of parental right
- Deprivation/restoration of legal capacity
- Deprivation/restoration of parental care
- International child abduction
- Measures for the protection of property and property rights of the child
- Substitution of consent for the adoption of a child
- Inheritance declaration
- Decision on which person the child shall live with
- Approval of the agreement on maintenance
- Approval/ modification of the plan of joint parental care
- Deprivation of the right to accommodation with the child and entrusting daily care to another person, social welfare institution or foster family
- Deprive parents of the rights to live with the child and to raise him/her
- Providing evidence

Establishment of court deposit
Establishment /abolishment of necessary passage
Other - Family non-litigious
Other - Other non-litigious cases
Other - Proclamation of the deceased person and proof of death
Other – Regulation of co-ownership relations, landmarks and necessary passages
Legacy cases for court resolution
Exercise of parental care and personal relationship with the child according to Art. 478 of the Family Act
Exercise of the content of parental care
Opening of the safe
Authentication of the contract on life/lifelong maintenance
Storage of the will
Simplified procedure for child maintenance
Setting the “phone tracker”
The procedure for the protection of the family home
Entrusting a child with behavioral disorders
Entrusting a child with behavioral problems
Temporary measure for maintenance
Temporary measure regarding the person the child shall live with
Temporary entrusting the child to another person, social welfare institution or foster family
Recognition of a foreign court decision
Declaring a missing person dead
Changing the child's permanent or temporary residence
Provision of international legal assistance
Provision of legal aid
Annulment of co-ownership bond
Drafting court wills
Conclusion of court settlement
The acquisition of legal capacity of the minor who has become a parent
Meetings and company with parents
Meetings and company with grandmother, grandfather, sister, brother, half-sister, half-brother, ...
Regulation of landmark
Regulation of relations between co-owners
Determination of common-law marriage
Restriction of approaching a child
Appointment of members of companies' bodies
Appointment of the auditor and temporary administrator
Other non-litigious
Providing evidence
Establishment of court deposit
Opening the safe
According to Article 40, paragraph 2 of the Companies Act
Cases related to registry cases
Previous measure
Forced establishment of a lien
Temporary measure
Temporary interruption measure
Temporary and previous measure

Recognition of arbitrary decision
 Recognition of foreign court decision
 Disputes as referred to in Article 420 of the Companies Act
 Court insurance by transfer of ownership and rights
 Personal bankruptcy

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	82 475 [] NA [] NAP	196 602 [] NA [] NAP	173 197 [] NA [] NAP	105 697 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	27 040 [] NA [] NAP	17 944 [] NA [] NAP	15 769 [] NA [] NAP	29 337 [] NA [] NAP	14 501 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	44 977 [] NA [] NAP	126 616 [] NA [] NAP	105 375 [] NA [] NAP	65 651 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	10 728 [] NA [] NAP	52 042 [] NA [] NAP	52 053 [] NA [] NAP	10 709 [] NA [] NAP	1 467 [] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : In category "Other cases" are included (from last cycle) cases related to criminal matters in first instance: execution of sanctions (imprisonment), investigation actions of a judge, cases connected to procedural matters (e.g. panel of judges decision about detention, about prolongation of detention, about confirmation or dismissal of indictment, etc.)

Regarding decreased number of resolved minor criminal cases: Due to the pandemic caused by COVID-19, in 2020., court proceedings for limited period in 2020 were submitted under specific conditions and measures, which contributed to decreased number of court hearings, also in minor criminal cases.

Regarding horizontal inconsistency: For most of the categories, the full horizontal inconsistency can not be ensured, due to some adjustments and changes in the Case Management System used by courts.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	39 197 [] NA [] NAP	57 590 [] NA [] NAP	67 378 [] NA [] NAP	29 411 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	28 065 [] NA [] NAP	29 392 [] NA [] NAP	38 036 [] NA [] NAP	19 194 [] NA [] NAP	1 067 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	7 808 [] NA [] NAP	22 363 [] NA [] NAP	23 030 [] NA [] NAP	7 370 [] NA [] NAP	269 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	6 544 [] NA [] NAP	20 303 [] NA [] NAP	20 537 [] NA [] NAP	6 540 [] NA [] NAP	258 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	1 194 [] NA [] NAP	1 946 [] NA [] NAP	2 358 [] NA [] NAP	782 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	1 198 [] NA [] NAP	1 835 [] NA [] NAP	2 249 [] NA [] NAP	775 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	5 [] NA [] NAP	111 [] NA [] NAP	109 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	70 [] NA [] NAP	114 [] NA [] NAP	135 [] NA [] NAP	48 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

3. Affaires administratives	3 324 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 835 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 312 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 847 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	13 856 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	22 548 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	30 858 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 446 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	2 484 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 346 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 581 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 250 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	124 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	11 311 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 274 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 451 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 133 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	61 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	928 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 826 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	63 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	13 243 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 162 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 389 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 016 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 653 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	12 681 [] NA [] NAP	5 770 [] NA [] NAP	7 084 [] NA [] NAP	11 367 [] NA [] NAP	5 476 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	431 [] NA [] NAP	360 [] NA [] NAP	259 [] NA [] NAP	532 [] NA [] NAP	118 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	361 [] NA [] NAP	296 [] NA [] NAP	223 [] NA [] NAP	434 [] NA [] NAP	96 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	67 [] NA [] NAP	45 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	67 [] NA [] NAP	45 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	3 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	131 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	46 [] NA [] NAP	117 [] NA [] NAP	59 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure NA

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	724 [] NA [] NAP	2 100 [] NA [] NAP	2 120 [] NA [] NAP	704 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	1 747 [] NA [] NAP	2 389 [] NA [] NAP	2 282 [] NA [] NAP	1 856 [] NA [] NAP	217 [] NA [] NAP
Licenciement	1 144 [] NA [] NAP	1 067 [] NA [] NAP	743 [] NA [] NAP	1 471 [] NA [] NAP	395 [] NA [] NAP
Faillite	7 114 [] NA [] NAP	4 798 [] NA [] NAP	6 787 [] NA [] NAP	6 105 [] NA [] NAP	2 403 [] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et

du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	514 [] NA [] NAP	1 659 [] NA [] NAP	2 028 [] NA [] NAP	145 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	4 471 [] NA [] NAP	19 016 [] NA [] NAP	18 474 [] NA [] NAP	5 013 [] NA [] NAP	1 578 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	71 [] NA [] NAP	114 [] NA [] NAP	165 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	24 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Pursuant to the provisions of the Law on International and Temporary Protection, the Ministry of the Interior shall make a decision on the request for international protection no later than 6 months from the day of submitting a valid request. Also, in exceptional situations prescribed by the mentioned law (when the request includes complex factual and / or legal issues, ie due to the complete consideration of the request), the stated deadline may be extended for an additional 12 or 15 months. There are 2 instances of judicial review in Croatia. First instance is the Administrative court and the second instance is the High administrative court of the Republic Croatia. All negative (or positive – in case of subsidiary protection status) first instance administrative decisions (including Dublin cases) can be appealed before the first instance Administrative Court. It is an first instance judicial body, which either annuls the first instance decision, overturns the decision, thereby granting protection, or confirms the decision. The asylum seeker's place of residence determines which of 4 Administrative Courts competent to deal with asylum matters is responsible for a particular case. The deadline for making an appeal against the decision in the regular procedure is 30 days from the day of delivery of the decision. In cases where the decision is made in an accelerated procedure or in case of subsequent application, the deadline for making an appeal is 8 days. The appeal has a suspensive effect, except in case of accelerated procedure and subsequent application. In such cases, the appeal may contain a request for suspensory effect of the appeal. The Administrative Court investigates and evaluates the facts of the case, which usually includes a hearing of the asylum seeker. In case of negative first instance judicial decision (ie. if Administrative Court confirms the decision of the Ministry) an appeal to the High Administrative Court is possible. There are no time limits foreseen for the appeals instances to decide upon appeals against first instance decisions in regular procedures, nor for the processing of subsequent applications. Aliens Act (Official Gazette 133/2020) lays down the conditions of entry, movement, stay, and work of aliens who are third-country nationals in the Republic of Croatia. No appeal shall be admissible against the decision of the Ministry, a police administration or a police station (a decision on the application for a temporary stay, permanent stay, long-term residence, a decision on the withdrawal of temporary stay, permanent stay, long-term residence). However, an administrative dispute before the Administrative Court may be instituted.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie infantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	315 [] NA [] NAP	254 [] NA [] NAP	184 [] NA [] NAP	385 [] NA [] NAP	163 [] NA [] NAP
Pornographie infantine	84 [] NA [] NAP	81 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP	109 [] NA [] NAP	49 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : There is entire chapter or group of criminal offences in Criminal Code related to the sexual abuse and sexual exploitation of children. In essence, child sexual abuse is committing sexual intercourse or equivalent sexual act with a child, or induces him to perform sexual intercourse or equivalent sexual act with a third person or to perform sexual act on himself equivalent to the sexual intercourse.

Child pornography is seducing, recruiting or encouraging a child to participate in the recording of child pornography or pornographic performance or organizing or facilitating the recording or the pornographic performance.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendants depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendants depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	824 [] NA [] NAP	338 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	269 [] NA [] NAP	55 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Licenciemment	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	910 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	265 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	467 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	34 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. According to the Family Act (2003), a spouse may apply for a divorce in a suit. If both spouses require a divorce, the litigation proceeding is instituted by a stipulated demand (a joint petition) for a divorce. If one of the spouses files a suit for a divorce, and the other at the latest by the conclusion of the main hearing, expressly states that he does not deny the justification of the suit, it will be considered that the marriage partners have submitted a joint petition for a divorce. If one of the spouses withdraws from the joint petition for a divorce, and the other adheres to the request to have the marriage dissolved, this application will be considered a suit for a dissolution of the marriage, and the court will instruct the spouses to start the mediation proceeding. If one of the spouses withdraws from the joint petition for a divorce, and the other adheres to the request to have the marriage dissolved, this application will be considered a suit for a dissolution of the marriage, and the court will instruct the spouses to start the mediation proceeding.

A spouse has no right to sue for divorce while his wife is pregnant or until their child is one year old. A marriage ceases by divorce when the judgement of a court concerning the divorce becomes legally effective. A court will grant a divorce: if it determines that the marital relations have been seriously and lastingly disturbed, or if a year has passed since the marital union ceased to exist, or if both spouses consensually apply for a divorce. A divorce mediation will be started when: divorce action has been initiated by a divorce complaint, and when spouses have under-age children. At the first hearing, the court will ask the spouses to state to which welfare centre, marriage counselling office or person authorised to give expert assistance (a mediator) they wish to turn for the sake of obviating their marital dissensions or for the sake of an agreement about settling the legal effects of the divorce. The court will ask the parties if there is any agreement about with which parent the children will live, about their meetings and association with the other parent, or about the accommodation of the child during the divorce proceedings. If the spouses have not agreed on whom they will carry out the mediation proceedings with, the court will make an ex officio decision concerning the choice of mediator.

A mediator will question the parties about the causes that have led to the breakdown of their marital relations and endeavour to obviate the causes and to reconcile the spouses. The mediator is bound to supply a professional and expert opinion to the spouses. If the spouses do not deliver the professional opinion to the court in a period of a year from the reception, it will be deemed that the suit or

the consensual application for divorce has been withdrawn.

A court will enable a child, in accordance with his age, maturity and well-being, for the sake of obtaining his rights and interests in status matters, to express his opinion before the welfare centre or before the court.

Before making a decision concerning which parent the child will live with and about parental care the court will obtain the opinion and recommendation of the welfare centre. When custody is being decided on in a divorce proceeding a welfare centre can take into consider the opinion of the mediator. In a decision concerning which parent the child will live with and on parental care the child will, if it is necessary, order a person with whom the child is living to surrender it to a parent. In the proceeding concerning with which parent the child will live and concerning parental care the court is not bound by the applications of the parties. A review is not allowed of a second instance decision concerning which parent the child will live with or concerning parental care.

There is no statute of limitations to the right to sue for divorce unless otherwise ordered in this Law.

Note: The same answer was applicable for the previous cycle, therefore we mistakenly marked N/A.

Following amendments to the Family Act entered into force in June 2014: mandatory counseling and family mediation (instead of mediation before divorce) for spouses who have under-age children; a plan on joint parenting; a home institute - which protects the right to live in the property which is the family property (which is co-ownership of spouses, or apartment which is used pursuant to a lease agreement); the child is a party to a judicial proceeding; the child has a right to a special guardian to represent him/her and the right to be in an appropriate manner familiar with all the relevant circumstances of the case and the possible consequences; the child has the right to express opinions while a child above 14 has a litigation capacity; the child's right to self-expression of an opinion and the right to oppose the enforcement for the realization of personal relations between parents and child; the proceeding instituted by a stipulated demand (a joint petition) for a divorce is being conducted in an non-judicial proceeding; the possibility of an independent exercise of parental care; the deadline for initiating the court proceeding for a divorce is six months from mandatory counselling or family mediation.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. According to the Explanatory note, the average length of proceedings is calculated from the lodging of court proceedings, presented in days. According to the ICMS (Integrated Court Management System), we are able to present data on average length of the judicial proceedings from the date of lodging a claim or indictment till the delivery of the first instance judgment. Therefore, we answered NA to all categories. Furthermore, from ICMS system, we can present data form specific types of cases (litigious divorce cases, insolvency cases and employment dismissal cases), but we cannot present data for intentional homicide and robbery cases.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[X] mener des enquêtes

[X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- affaire civiles
- affaires administratives
- affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	48 601 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	39 926 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	33 822 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	14 406 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	381 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.2. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	6 389 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.4. Affaires portées devant les tribunaux	18 481 [] NA [] NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	52 201 [] NA [] NAP

Commentaires Reason for decreased number of incoming cases same as for the courts - pandemic of COVID-19.

Discontinued cases decreased - same as for the courts (COVID-19), please see comment in Q091.

For the category 3.1. Discontinued during the reference year (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4.), PP is not able to differ categories 3.1.1., 3.1.2 and 3.1.4.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	504 [] NA [] NAP	238 [] NA [] NAP	266 [] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MJPA and State Attorney's Office.

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1 Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

[] principalement par concours (concours ouvert)

[] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience

professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to the State Judicial Council Act (Official Gazette No. 116/10, 57/11, 130/11, 13/13, 28/13, 82/15, 67/18, 126/19) judges are appointed for the first time at municipal, commercial and administrative courts, from the ranks of candidates who have, after graduating from the Faculty of law, completed the State School for Judicial Officials. They can also be appointed from the ranks of judicial officials.

The aim of the State School is to provide the necessary knowledge and skills for autonomous, responsible, independent and impartial performance of judicial duties. When the State Judicial Council appoints a judge out of the candidates who have completed the State School for Judicial Officials, the selection must be based on final assessment of the candidates after the State School in which they can get a maximum of 300 points, as well as the points that candidates got after interviews before the Council (maximum 15 points). When a judicial official is a candidate, his evaluation is taken into account in which he can receive a maximum of 150 points which are then multiplied with coefficient 2 so that their position is equalized with the position of the candidates from the State School. By adding up the number of points achieved by the final grade or by the evaluation of performance and at the interview, the Council determines the rank order of candidates which is published on the Council's website. The Council will appoint judges from a maximum of 10 candidates who have achieved the highest number of points, provided that the difference between the selected candidate and the candidate with the highest number of points may not exceed ten points.

Chosen candidates undergo psychology test and security clearance before appointment. If they do not undergo or do not pass the test and clearance, the Council submits a request for the test and the security clearance for the candidates who have achieved the next highest number of points

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : All judges are appointed by only one authority – the State Judicial Council, consisting of eleven members, from which seven are judges, two are members of the Parliament and two are University professors of legal sciences.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : According to the Constitution of the Republic of Croatia (Official Gazette No. 85/10 and 5/14) and the State Judicial Council Act (Official Gazette No. 116/10, 57/11, 130/11, 13/13, 28/13, 82/15, 67/18, 126/19) the State Judicial Council is an autonomous and independent body that ensures the autonomy and independence of the judiciary in the Republic of Croatia.

Members of the Council from the rank of judges are: two judges of the Supreme Court of the Republic of Croatia, one judge of high courts, three judges of the county court and one judge of first instance courts. Member of the Council from the ranks of judges are elected by judges - judges of first instance courts vote for candidates from the ranks of judges of first instance courts, judges from county courts vote for candidates from the ranks of judges of county courts, judges from high courts vote for candidates from the ranks of judges of high courts and judges of the Supreme Court of the Republic of Croatia vote for candidates from the ranks of Supreme Court of the Republic of

Croatia judges.

While being the Council members, judges' performance of judicial duty is reduced - for the President of the Council by 75% and for members by 20%.

Members of the Council from the ranks of university professors of legal sciences are elected by all professors of law faculties in the Republic of Croatia, at the proposal of faculty councils which determine the list of candidates. The procedure of elections is regulated by the Rules of Procedure adopted by the deans of law faculties.

Two members of the Council are appointed by the Croatian Parliament from among its members, one of whom is from the opposition.

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : Non-selected candidates can lodge constitutional complaint to the Constitutional Court of the Republic of Croatia.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : According to the State Judicial Council Act (Official Gazette No. 116/10, 57/11, 130/11, 13/13, 28/13, 82/15, 67/18, 126/19) a person who has worked as a judicial official for at least 10 years can be appointed as a judge at a county court, and a person who has worked for at least 12 years as a judicial official as a judge of the High Misdemeanour Court of the Republic of Croatia, the High Commercial Court of the Republic of Croatia, the High Administrative Court of the Republic of Croatia and the High Criminal Court of the Republic of Croatia, while at the Supreme Court of the Republic of Croatia a person who has worked at least 15 years as a judicial official, has been a lawyer, notary public for that many years, professor of law who has passed the bar exam and has at least 15 years of work experience after passing the bar exam or a prominent lawyer who passed the bar exam and has a minimum of 20 years' experience with proven expertise in a particular legal area, as well as in professional and scientific papers, can be appointed as a judge. For candidates who submit an application, meet the requirements and who are judicial officials, the Council requests for the evaluation of the performance of judicial duty. On the evaluation of the performance of judicial duty a candidate can get up to 150 points. A candidate for the judge of the Supreme Court who is not a judicial official takes a test before the Council, which consists of drawing up one or more written papers in accordance with the provisions of the Ordinance adopted by the Council. The candidates prepare their papers under a personal code, and based on the written papers they can get a maximum of 150 points.

After the evaluation or the test, the Council conducts interviews with the candidates, for which a candidate can get up to 15 points. The Council invites to the interview candidates who have achieved more than 130 points according to the established rank order on their evaluation/test, and exceptionally less if the number of candidates with at least 130 points is less than the number of judges to be appointed.

After the interview, the Council votes and the points achieved at the interview before the Council are added to the points for the evaluation of the performance of judicial duties or points acquired in a knowledge test, so that a ranking list of candidates is compiled and a decision on the appointment of judges is made. The decision on the appointment of judges must be based on the total number of points and the ranking list of candidates. The ranking list is published on the website of the Council. The Council must appoint a judge within the 10 highest ranking candidates and there must be less than 10 points difference between the chosen candidate and the highest ranking

candidates. Chosen candidates for the Supreme Court of the Republic of Croatia undergo security clearance before appointment.. If they do not undergo or do not pass the clearance, the Council submits a request for the security clearance for the candidates who have achieved the next highest number of points.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

- Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État
- Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)
- Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)
- Un modèle mixte (veuillez expliquer)
- Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : Both according to the Constitution of the Republic of Croatia (Official Gazette No. 85/10 and 5/14) and according to the Act on the State's Attorney Office (Official Gazette No. 67/18), the State Attorney Office (Public Prosecution Service) is an autonomous and independent judicial body empowered and duty-bound to instigate prosecution of perpetrators of criminal and other penal offences, to initiate legal measures to protect the property of the Republic of Croatia and to apply legal remedies to protect the Constitution and law.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Act on the State's Attorney Office (Official Gazette No. 67/18) the Chief State Attorney of the Republic of Croatia is authorized to issue a general instruction, when necessary, for the purpose of uniform application of laws and other regulations and for harmonization of the actions of state attorney's offices. Before issuing the general instruction, the Chief State Attorney of the Republic of Croatia requests the opinion of the Collegium of the State Attorney's Office of the Republic of Croatia. State Attorney's Offices are obliged to adhere to general instructions in their work. The Chief State Attorney of the Republic of Croatia issues a general instruction on agreeing with the defendant on the sentence and other measures. This general instruction regulates the

manner of conducting negotiations, the form and content of the agreement and the manner of calculating the reduced legal penalty that should be applied in a specific case. General instructions may regulate cases in which State Attorneys cannot agree on rendering a judgment on the basis of an agreement between the parties.

A State Attorney is authorized to give his deputy or lower State Attorney a reasoned written obligatory instruction for making a decision in an individual case, which he submits to the immediately higher State Attorney. If the Deputy State Attorney or the lower State Attorney considers the obligatory instruction illegal, incorrect, unfounded to act in the case or inappropriate for achieving the expected legal effects and benefits of the procedure, the State Attorney may release the Deputy or lower State Attorney at his written and reasoned request from further proceedings in a case in which there is no danger of delay and to reassign the case to another Deputy or lower State Attorney. For justified reasons, and especially due to the danger of delay, obligatory instruction can be given orally and such instructions are subsequently confirmed in writing, no later than within eight days. The Deputy or lower State Attorney cannot be called to account for the expressed opinion and request.

A State Attorney is authorized to take over the proceedings in an individual case from his Deputy or from the lower State Attorney by a reasoned decision. For justified reasons, by a reasoned decision, a State Attorney may entrust the proceeding an individual case to his deputy or another lower State Attorney.

A State Attorney is authorized to give a written reasoned order to his deputy or lower state attorney to take a certain state attorney's action in an individual case. For justified reasons, and especially due to the danger of delay, this order can also be given orally and will subsequently be confirmed in writing within eight days at the latest.

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions : According to the Act on the State's Attorney Office (Official Gazette No. 67/18) the Chief State Attorney of the Republic of Croatia is authorized to issue a general instruction, when necessary, for the purpose of uniform application of laws and other regulations and for harmonization of the actions of state attorney's offices. Before issuing the general instruction, the Chief State Attorney of the Republic of Croatia requests the opinion of the Collegium of the State Attorney's Office of the Republic of Croatia. State Attorney's Offices are obliged to adhere to general instructions in their work. The Chief State Attorney of the Republic of Croatia issues a general instruction on agreeing with the defendant on the sentence and other measures. This general instruction regulates the manner of conducting negotiations, the form and content of the agreement and the manner of calculating the reduced legal penalty that should be applied in a specific case. General instructions may regulate cases in which State Attorneys cannot agree on rendering a judgment on the basis of an agreement between the parties.

A State Attorney is authorized to give his deputy or lower State Attorney a reasoned written obligatory instruction for making a decision in an individual case, which he submits to the immediately higher State Attorney. If the Deputy State Attorney or the lower State Attorney considers the obligatory instruction illegal, incorrect, unfounded to act in the case or inappropriate for achieving the expected legal effects and benefits of the procedure, the State Attorney may release the Deputy or lower State Attorney at his written and reasoned request from further proceedings in a case in which there is no danger of delay and to reassign the case to another Deputy or lower State Attorney. For justified reasons, and especially due to the danger of delay, obligatory instruction can be given orally and such instructions are subsequently confirmed in writing, no later than within eight days. The Deputy or lower State Attorney cannot be called to account for the expressed opinion and request.

A State Attorney is authorized to take over the proceedings in an individual case from his Deputy or from the lower State Attorney by a reasoned decision. For justified reasons, by a reasoned decision, a State Attorney may entrust the proceeding an individual case to his deputy or another lower State Attorney.

A State Attorney is authorized to give a written reasoned order to his deputy or lower state attorney to take a certain state attorney's action in an individual case. For justified reasons, and especially due to the danger of delay, this order can also be given orally and will subsequently be confirmed in writing within eight days at the latest.

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

Instruction orale

Instruction orale avec confirmation écrite

Instruction écrite

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent

Obligatoires

Motivées

Enregistrées dans le dossier

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

Exceptionnelles

Occasionnelles

Fréquentes

Systématiques

NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

Oui

Non

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions : According to the Act on the State's Attorney Office (Official Gazette No. 67/18) if the Deputy State Attorney or the lower State Attorney considers the obligatory instruction illegal, incorrect, unfounded to act in the case or inappropriate for achieving the expected legal effects and benefits of the procedure, the State Attorney may release the Deputy or lower State Attorney at his written and reasoned request from further proceedings in a case in which there is no danger of delay and to reassign the case to another Deputy or lower State Attorney. The Deputy or lower State Attorney cannot be called to account for the expressed opinion and request.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

] principalement par concours (concours ouvert)

] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

] autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to the State Attorney Council Act (Official Gazette No. 67/18 and 126/19) Deputy State Attorneys are appointed for the first time at municipal State Attorney Offices, from the ranks of candidates who have, after graduating from the Faculty of law, completed the State School for Judicial Officials. The aim of the State School is to provide the necessary knowledge and skills for autonomous, responsible, independent and impartial performance of judicial duties. The selection must be based on final assessment of the candidates after the State School in which they can get a maximum of 300 points, as well as the points that candidates got after interviews before the Council (maximum 15 points). By adding up the number of points achieved by the final grade and at the interview, the Council determines the rank order of candidates which is published on the Council's website. The Council will appoint Deputy State Attorneys from a maximum of 10 candidates who have achieved the highest number of points, provided that the difference between the selected candidate and the candidate with the highest number of points may not exceed ten points.

Chosen candidates undergo psychology test and security clearance before appointment. If they do not undergo or do not pass the test and clearance, the Council submits a request for the test and the security clearance for the candidates who have achieved the next highest number of points.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

] Une instance composée seulement de procureurs

] Une instance composée seulement de non procureurs

] Une instance composée de procureurs et de non procureurs

] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Deputy State Attorneys are appointed by only one authority – the State Attorney Council, consisting of eleven members, from which seven are Deputy State Attorneys, two are members of the Parliament and two are university professors of legal sciences.

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	11	5	6
	<input type="checkbox"/>] NA	<input type="checkbox"/>] NA	<input type="checkbox"/>] NA
	<input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : According to the State Attorney Council Act (Official Gazette No. 67/18, 126/19) the State Attorney Council is an autonomous and independent body that ensures the autonomy and independence of the State Attorney Offices in the Republic of Croatia.

Members of the Council from the rank of Deputy State Attorneys are: three Deputy Chief State Attorneys of the Republic of Croatia, two deputy county state's attorneys and two deputy municipal state attorneys.

Member of the Council from the ranks of Deputy State Attorneys are elected by all Deputy State Attorneys and State Attorneys.

While being the Council members, Deputy State Attorneys perform their State Attorney duty. Members of the Council from the ranks of university professors of legal sciences are elected by all professors of law faculties in the Republic of Croatia, at the proposal of faculty councils which determine the list of candidates. The procedure of elections is regulated by the Rules of Procedure adopted by the deans of law faculties.

Two members of the Council are appointed by the Croatian Parliament from among its members, one of whom is from the opposition

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : Non-selected candidates can lodge constitutional complaint to the Constitutional Court of the Republic of Croatia.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : According to the State Attorney Council Act (Official Gazette No. 67/18, 126/19) a person who has worked as a judicial official for at least 10 years can be appointed as a Deputy State Attorney in a county State Attorney Office, while at the State Attorney Office of the Republic of Croatia a person who has worked at least 15 years as a judicial official, has been a lawyer, notary public for that many years, professor of law who has passed the bar exam and has at least 15 years of work experience after passing the bar exam or a prominent lawyer who passed the bar exam and has a minimum of 20 years' experience with proven expertise in a particular legal area, as well as in professional and scientific papers, can be appointed as Deputy State Attorney. For candidates who submit an application, meet the requirements and who are judicial officials, the Council requests for the evaluation of the performance of judicial duty. On the evaluation of the performance of judicial duty a candidate can get up to 150 points. After the evaluation, the Council conducts interviews with the candidates, for which a candidate can get up to 15 points. The Council invites to the interview candidates who have achieved more than 130 points according to the established rank order on their evaluation, and exceptionally less if the number of candidates with at least 130 points is less than the number of deputy State Attorneys to be appointed. A candidate for the Deputy State Attorney in the State Attorney Office of the Republic of Croatia who is not a judicial official undergoes only the interview procedure and by it can get up to 165 points.

After the interview, the Council votes and the points achieved at the interview before the Council are added to the points for the evaluation of the performance of judicial duties, so that a ranking list of candidates is compiled and a decision on the appointment of is made. The decision on the appointment must be based on the total number of points and the ranking list of candidates. The ranking list is published on the website of the Council. The Council must appoint a Deputy State Attorney within the 10 highest ranking candidates and there must be less than 10 points difference between the chosen candidate and the highest ranking candidates. Chosen candidates undergo security clearance before appointment.. If they do not undergo or do not pass the clearance, the Council submits a request for the security clearance for the candidates who have achieved the next highest number of points.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires According to the State Judicial Council Act (Official Gazette No. 116/10, 57/11, 130/11, 13/13, 28/13, 82/15, 67/18, 126/19) in cases of the abolition or reorganization of the court, the Council transfers a judge to another court of the same instance without his consent.

Reorganization is considered to be merging, annexation and separation of courts and other changes in the actual and territorial jurisdiction of courts, changes in the internal organization of the court and changes in the required number of judges in court in accordance with the decision of the Minister in charge for judicial affairs.

When making the decisions on transfer, the State Judicial Council takes into account the expressed interest of judges, their place of work, the length of the judicial office and the type of cases in which they proceed.

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice and Public Administration

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires compulsory with respect to the initial training of judges

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
--	--

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : Under the Judicial Academy Act the Program Council of the Judicial Academy is responsible for the determination of the annual training programme.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires compulsory with respect to the initial training of prosecutors

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : Under the Judicial Academy Act the Program Council of the Judicial Academy is responsible for the determination of the annual training programme.

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs

1 193 534

NA

NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. NAP

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Pour le personnel non-procureur	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Formations pour les autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . The data is not available in reason of the impossibility to differentiate between available and delivered trainings, and the data counts the number of single trainings, no matter if a training lasted 1 day or 3 days. It is due to the statistical methodology applied in the Annual Training Programme Report of the Judicial Academy. Nameley, the Report in question summarises delivered training courses broken down by only by categories, not by days.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

Nombre de participants aux formations en présentiel

Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)

Total	2 074 [] NA [] NAP	3 687 [] NA [] NAP
Juges	396 [] NA [] NAP	704 [] NA [] NAP
Procureurs	201 [] NA [] NAP	358 [] NA [] NAP
Personnel non-juge	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Personnel non-procureur	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Autres professionnels	1 477 [] NA [] NAP	2 625 [] NA [] NAP

Commentaires This entry also includes the categories of “Non-judge staff” and “Non-prosecutor staff”. As such, it encompasses primarily trainees, attendants of the State School for Judicial Officials, insolvency practitioners and other participants within the judicial body proceedings.

5.3.Exercice de la profession

5.3.1Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	27 878 [] NA [] NAP	17 790 [] NA [] NAP	210 112 [] NA [] NAP	134 080 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	53 447 [] NA [] NAP	32 452 [] NA [] NAP	402 824 [] NA [] NAP	244 589 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	27 878 [] NA [] NAP	17 790 [] NA [] NAP	210 112 [] NA [] NAP	134 080 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	53 447 [] NA [] NAP	32 452 [] NA [] NAP	402 824 [] NA [] NAP	233 589 [] NA [] NAP

Commentaires Salaries of judges and other judicial officials are determined by multiplying the base for calculating the salary by the coefficient for a particular official, which are proscribed by the Judges' and other Judicial Officials' Salaries Act (Official Gazette No. 10/99, 25/00, 01/01, 30/01, 59/01, 114/01, 116/01, 64/02, 153/02, 154/02, 17/04, 08/06, 142/06, 34/07, 134/07, 146/08, 155/08, 39/09, 155/09, 14/11, 154/11, 12/12, 143/12, 100/14, 147/14, 120/16, 16/19). Determined salaries are increased by 0.5% for each completed year of service, by a maximum of 20%.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. According to article 87 of the Act on Courts (OG 87/13) and article 123 of the State Attorneys Act (OG 76/09, 153/09, 116/10, 145/10, 57/11, 130/11, 72/13, 148/13), judges and State attorneys are entitled to: a salary; a compensation instead of a salary when they are not able to perform their duties; a pension, disability and health insurance, with all rights pertaining thereto in accordance with special regulations; vacations and holidays pertaining to court employees and servants and employees in the State Attorney's Office and an annual vacation of 30 working days; right to material expenses under the conditions determined by law and other regulations; separation allowance, as well as reimbursement of travel expenses to a family place of residence during weekly breaks or public holidays, when the judge or the State attorney or Deputy State attorney is temporarily seconded to work in another court or State Attorney's Office or assigned to work in the ministry competent for judicial matters, or performs the duties of Deputy attorney General; the reimbursement of travel expenses to and from work, if the judge or the prosecutor does not reside in the place where the seat of the court or the State Attorney's Office is located; compensation for business travel and expenses related to the performance of professional duties; professional training and specialization within the framework of resources provided for that purpose. Additionally, judges are granted a bonus to the salary when they have been transferred to work at some other court.

[] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique,

utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires The Courts Act (Official Gazette No. 28/13, 33/15, 82/15, 67/18) prescribe that the Ethical Committee issues guidelines for the interpretation of the Code of Ethics for judges and gives opinions and recommendations on the compliance of judges' conduct with the Code, as well as that competent Judicial Councils decide on violations of the Code and that the Ethical Council decides on complaints on Judicial Councils' decisions.

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Juges uniquement

Juges et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires The Ethical Committee is a body whose members are presidents of all Judicial Councils. Judicial Council's members are elected judges. The Ethical Council has five members -four members are elected by the members of the Committee from among themselves, and the President of the Ethical Council is the President of the Judicial Council of the Supreme Court of the Republic of Croatia.

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The judge and the complainant have the right to object to the decisions of the Judicial Councils on the violation of the Code within eight days from the day of delivery of the decision, on which the Ethics Council decides. The Ethics Council has five members. Four members of the Ethics Council are elected by the members of the Council from among themselves, and the President of the Ethics Council is the President of the Judicial Council of the Supreme Court of the Republic of Croatia. The Council shall issue guidelines for the interpretation of the Code and give opinions and recommendations on the compliance of judges' conduct with the Code. Final decisions deciding on the violation of the Code and the guidelines, opinions and recommendations of the Council shall be published on the website of the Supreme Court of the Republic of Croatia in accordance with the regulations on personal data protection.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires According to the State Attorney Office Act (Official Gazette No. 67/18) the Ethical Committee is an independent body in the State Attorney's Office that issues guidelines for the interpretation of basic ethical and deontological principles from the Code and provides opinions and recommendations on compliance of certain behaviors of State Attorneys and Deputy State Attorneys with the Code and on conflicts of interest.

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

() Autre, veuillez préciser :

Commentaires According to the State Attorney Office Act (Official Gazette 67/18) the Ethical Committee has seven members, two of which are Deputy State Attorneys of the Republic of Croatia, two are Deputy County State Attorneys, two are Deputy Municipal State Attorneys and one is Deputy State Attorney in the Special State Attorney's Office.

A member of the State Attorney's Council cannot be elected as a member of the Committee. The members of the Committee are elected by the Broadened Collegium of the State Attorney's Office of the Republic of Croatia on the proposals from Collegiums of State Attorneys, in such a way that the Collegium of each County and Municipal State Attorney's Office proposes one candidate from its members, Collegium of specialized State Attorney's Office proposes two candidates from their members and the Collegium of the State Attorney's Office of the Republic of Croatia proposes three candidates.

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. According to the State Attorney Office Act (Official Gazette 67/18) the Ethical Committee gives an opinion on the compliance of certain conduct with the Code at the request of the State Attorney or the Deputy State Attorney. The Committee gives opinions and recommendations regarding written petitions or complaints on the conduct of the State Attorney or Deputy State Attorney that their submitters consider contrary to the Code of Ethics and on its own initiative. The State Attorney and the Deputy State Attorney whose conduct the petition or complaint relates to are allowed to comment the petition claims within eight days. The Committee informs the State Attorney or Deputy State Attorney to whom the petition or complaint relates, as well as the petitioner of its decision. If the Committee assesses the petition or complaint as founded, it submits its decision with an opinion and recommendation to the State Attorney's Office in which the State Attorney or Deputy State Attorney performs his duty, to the higher State Attorney's Office and the State Attorney's Office of the Republic of Croatia and publishes the decision on the website of the State Attorney's Office of the Republic of Croatia. A behaviour or a conduct contrary to the basic principles of the Code of Ethics of State Attorneys and Deputy State Attorneys which damages the reputation of the State Attorney's Office or the State Attorney duty is a disciplinary offence by the State Attorney Council Act (Official Gazette 67/18 i 126/19).

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :the Minister competent for judicial affairs

Autre (veuillez préciser) :the Judicial Council

Ceci n'est pas possible

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :the Minister competent for judicial affairs
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires According to the State Attorney Council Act (Official Gazette 67/18, 126/19) if there is a grounded suspicion that a Deputy State Attorney has committed a disciplinary offense, the State Attorney in the State Attorney's Office in which the Deputy State Attorney performs his State Attorney's duty is obliged to file a request against him for initiating disciplinary proceedings. A request for initiating proceedings for the commission of a disciplinary offense may also be submitted by the immediately higher State Attorney, the Chief State Attorney of the Republic of Croatia or the minister competent for judicial affairs.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Two disciplinary sanctions against judges because of damage to the reputation of the court.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Amende	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
9. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice and Public Administration of the Republic of Croatia

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	4 835 [] NA	2 733 [] NA	2 102 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Défendeur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Victime	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : According to the provisions of the Criminal Procedure Code, the defendant may have a defense counsel before and during the entire criminal proceedings and the proceedings on extraordinary legal remedies in accordance with the law, as well as in the execution of sentences, warnings or security measures in accordance with special regulations.

Under the Code of Civil Procedure as a rule the remedy to be decided by the Supreme Court as the highest court should be lodged by a representative who is a lawyer. However, it can also be lodged by a person authorised to represent the party if that person has passed the bar exam (exception).

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez

préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : When it comes to the representation before highest instance (Supreme Court), the same representatives for which option "Yes" is chosen, are allowed to represent with an additional requirement fulfilled - passed Bar exam.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires Property management and real estate agent: when understood as tasks such as consultancy, advising, drawing up documents and contracts for client in property and real estate matters etc., depending on instructions of client

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires In the Republic of Croatia, a lawyer may practice law independently, in a joint office or in a law firm. In the previous cycles, the Croatian Bar Association took into account only lawyers entered in the lawyer register as a solicitors.

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession

d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Sources: Lawyers' Act, Registry of Lawyers, other acts regulating the legal profession, Code of Civil Procedure

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires



157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Parliament passes the Lawyers Act in which disciplinary offences and liability of lawyers is prescribed in general. These provisions are elaborated in more detail in Bar association's acts.

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	372 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	371 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Autre	0 [] NA [] NAP
----------	------------------------

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	87 [] NA [] NAP
1. Réprimande	18 [] NA [] NAP
2. Suspension	20 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	49 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires Civil Procedure Act stipulates that a person who intends to file a complaint against the Republic of Croatia is obliged before filling the complaint to approach the competent public prosecutor's office with a request for a peaceful solution to the dispute.

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Legal assistance in court-related mediation in other than criminal cases is one of the forms of secondary legal aid proscribed by the Law on Legal Aid.

According to the provisions of the Criminal Procedure Code, during negotiations on the conditions of plea, agreement on punishment and other measures and signing a statement for passing a verdict based on the agreement, the defendant must have a defense counsel (mandatory defense).

In the case of compulsory defense, the defendant will be assigned a defense counsel ex officio, if there is no elected defense counsel or he has not previously been assigned a defense counsel at the expense of budget funds or he was left without a defense counsel during the proceedings and does not take another defense counsel.

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	673 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

[X] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[X] l'arbitrage

[X] la conciliation (si différente de la médiation)

[] d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Law on Legal Aid ("Official Gazette", No. 143/13. & 98/19.) (https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2013_12_143_3064.html)
https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2019_10_98_1920.html
 Civil Procedure Act („Official Gazzete“, No. 53/91., 91/92., 112/99., 129/00., 88/01., 117/03., 88/05., 2/07., 96/08., 84/08., 123/08., 57/11., 25/13., 89/14. & 70/19.) Zakon o parničnom postupku (proišeni tekst) (nn.hr) Zakon o izmjenama i dopunama Zakona o parničnom postupku (nn.hr) Zakon o izmjenama i dopunama Zakona o parničnom postupku (nn.hr)

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	90 <input type="checkbox"/> NA	61 <input type="checkbox"/> NA	29 <input type="checkbox"/> NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	90 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	61 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution : NAP

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65

() Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Date de naissance	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Etat civil	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Cohabitant	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Employeur	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

Option

Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie conservatoire des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques

- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

- Oui
- Non

Comentaire - Veuillez expliquer : Introduction of the new IT solutions in the early stages of the debt collection (IT platform through which the creditor can gain a enforceable writ of execution) provides a more efficient enforcement procedure

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Enforcement Act ("Official Gazette", No. 112/12., 25/13., 93/14., 55/16., 73/17. and 131/20.)
<https://www.zakon.hr/z/74/Ovr%C5%A1ni-zakon> ,
Regulation on the Tariff of Court Fees ("Official Gazette", No. 53/19.) https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2019_05_53_1015.html

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

- le juge
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

- absence de toute exécution
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de

signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
 entre 6 et 10 jours
 entre 11 et 30 jours
 plus (veuillez préciser) :
 NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Not able to provide the data due to the fact that the Ministry of Justice and the Public Administration don't have conjoint statistics.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Amende	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Not able to provide the data due to the fact that the Ministry of Justice and the Public Administration don't have conjoint statistics.

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Ministry of Justice and Public Administration

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	327 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	121 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	206 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	327 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	121 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	206 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. Public notaries in the Republic of Croatia are appointed by the minister competent for judicial affairs.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre (veuillez préciser):Croatian citizenship, ability to reason and general medical conditions for performing the judicial service, office equipped according to the rule book, sworn statement that the notary service is the sole source of income, who is trustworthy and fluent in Croatian language.

Commentaires According to the Public Notary Act (Official Gazette78/93, 29/94, 16/07, 75/09, 120/16) access conditions to the profession are: citizenship of the Republic of Croatia or another Member State of the European Union, legal capacity and meeting the general health requirements for performing the judicial service, the Faculty of Law degree, passed bar and notary exam, at least five years of work experience in legal affairs after passing the bar exam, worthy of public trust for performing the notarial vocation and active knowledge of the Croatian language and another official language. Applicants also give statements of leaving any other paid service or other paid employment, or membership in the body of a legal person performing any economic activity, as well as providing equipment and premises necessary and appropriate for the performance of the notary public service, if appointed as a notary public. Public notaries in the Republic of Croatia are appointed by the minister competent for judicial affairs.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

[] non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : Comments - are there exceptions (e.g. dismissal as a disciplinary sanction)? Please specify: A public notary service ceases:

- 1.if public notary dies
- 2.when public notary turns 70 years of life
- 3.if public notary resigns
- 4.if public notary faces criminal charges
- 5.if public notary fails to start his/her service on designated date
- 6.if public notary loses the right to perform the service based on the disciplinary prosecutor decision
- 7.when public notary is dismissed from the service

According to the Public Notary Act (Official Gazette 78/93, 29/94, 16/07, 75/09, 120/16) the notary public service terminates by a notary's death, at the age of 70, by a written resignation, if a notary is convicted of a criminal offense out of greed or for a serious and especially dishonorable criminal offense for which prosecution is undertaken ex officio, or if sentenced to unconditional imprisonment for more than six months, or if banned from performing notarial service, if, without a valid reason, an appointed notary does not start working on the day set by the Chamber for the beginning of its work, when, based on the decision of the disciplinary body, a notary loses the right to perform the service or by a dismissal. A notary public will be dismissed if the preconditions for performing the notarial service subsequently cease to exist or if it is subsequently established that they did not exist at the time of the appointment, if a notary does not take the oath, if a notary is employed, starts using an old-age or disability pension or starts performing another service without approval, if notary's legal capacity is revoked or limited by a court decision, if due to physical deficiency, physical or spiritual weakness or due to illness a notary becomes permanently incapable of performing notarial duties properly, if notary's business relations or the manner of conducting his affairs endanger the interests of the parties and if a notary does not duly extend his liability insurance or does not pay the insurance fee to the Chamber.

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Certification des signatures	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Contrôle de légalité des documents	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. Croatian Notaries Chamber runs 3 registers:

- 1.Croatian will register
- 2.Croatian promissory note register
- 3.Register of anticipated orders and powers of attorney in electronic form

Authentication and certification of signatures exceptionally can be undertaken within the consular work (by the Vienna Convention on Consular Relations, 1963) . Undisputable successions are the only non-contentious judicial procedures in the Republic of Croatia exclusively performed by public notaries. Public notaries exclusively perform the enforcement procedures on the basis of trustworthy documents, can perform delivery actions in contentious procedures by courts' decisions and are authorized to represent clients in uncontested matters before the courts and other public bodies, if these things are directly related to the document he authenticated (i.e. commercial matters).

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires Public notaries exclusively perform the enforcement procedures on the basis of trustworthy documents.

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires The videoconferencing has been very useful tool during the COVID 19 pandemic as a way of communication between public notaries and especially for the board meetings and it's decision making process. ICT system regarding relations with the State (e.g. with Ministry of Justice and Public Administration of the Republic of Croatia, discussions according to Civil procedure law)

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser) residence and domicile registry, issued ID cards and travel documents registry
- Aucun

Commentaires Computerised land registry allows public notary easy access and certain determination in case of contract making, verification of contracts and decision making in succession law area.

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui

() Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser : Croatian Notaries Chamber runs 3 registers:

1.Croatian will register

2.Croatian promissory note register

3.Register of anticipated orders and powers of attorney in electronic Croatian Notaries Chamber runs Will registry, Debenture registry, Anticipated orders and powers of attorney registry

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Registre du commerce	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Aucun	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaires Other registries: -Croatian will register

-Croatian promissory note register

-Register of anticipated orders and powers of attorney in electronic form

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

[] Visioconférence (par exemple, conseils numériques)

[] Acte électronique

[] Identification numérique

[X] Archivage numérique

[X] Autre, veuillez préciser terms arrangements via E-mail

[] Aucun

Commentaires In Croatia, the digital platform is presently an ongoing process.

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

[X] Notariat/ organisme professionnel

[X] Autres autorités publiques

Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires Croatian State Archives, as the central state archive in Croatia, is responsible for the archival and registry material of state bodies, state and public institutions, companies and legal entities, as well as of families and individuals whose activities extend to the entire or greater part of the Republic of Croatia or have significance for the Republic of Croatia. The archival and registry material can be in physical or digital form.

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Court in successions procedures

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires Training and education is held and organized by Croatian Notaries Academy
The Public Notary Chamber is responsible for continuous training of notaries.

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	(X)	()
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation : European law training took place in Slovenia and Austria (ENN – European Notarial Network)
The Chamber organizes traditional courses and webinars on money laundering, EU Succession Regulation, EU company law, etc.

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice and Public Administration

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[2 603]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : According to the Courts Act (Official Gazette 28/13, 33/15, 82/15, 67/18) and the Rules on permanent court interpreters (Official Gazette 88/08, 119/08) candidates can be appointed as permanent court interpreters if they have completed a university graduate degree, have the knowledge of the Croatian language and completely master foreign language (university degree for a certain foreign language or other university degree with passed recognized C2 test) and know the structure of the judiciary, state administration and legal terminology, in which area they undergo a specialised test in the appointment procedure, unless being a lawyer or already appointed permanent court interpreters.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires According to the Courts Act (Official Gazette 28/13, 33/15, 82/15, 67/18) court interpreters are appointed by the presidents of County courts on whose territory the interpreters have their residence or seat, but they can provide their services on the territory of the whole Republic of Croatia. They are appointed for a four-year term and can be reappointed. Courts in specific proceedings appoint ad hoc interpreters when necessary.

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice and Public Administration

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. Court experts in judicial procedures are always appointed by the court.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 4 years, with the possibility of reappointment

Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires T

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Procedural law elaborate the exemption procedures in detail.

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	3 544 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	[X] NA [] NAP
2. Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3. Affaires pénales	[X] NA [] NAP
4. Autre affaires	[X] NA [] NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
-------	---	---

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité de l'expertise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

Le processus de sélection

La formation initiale ou continue

Les procédures disciplinaires

NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice and Public Administration

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-2. Budget

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : According to the Plan on legislative activities for 2021, amendments to the Courts Act and the State Attorney Office Act are planned. The Ministry of Justice and Public Administration is preparing draft amendments to these Acts, whose most important proposed novelties from this area are revising provisions on requirements on directors of judicial/state attorney office administration, specifying powers of the newly founded High Criminal Court of the Republic of Croatia in court administration, revising provisions on security services for judicial bodies (protection of people, properties and objects of judicial bodies) regarding civil servants performing these tasks, as well as strengthening the role and capacity building for judicial inspection. Amendments to the Courts Act also envisage the mandatory establishment of specialized judicial departments of municipal courts in the seats of county courts for dealing with cases according to the law governing family relations. Such an organizational measure is planned in order to increase the quality of legal protection for one of the most vulnerable social groups. For this purpose, the Act on Territories and Seats of Courts will also be amended, prescribing that the family law cases in municipal courts will be resolved only in municipal courts seated in the seats of the county courts.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : On 1 January 2020, the Act Amending the Criminal Procedure Act (OG 126/19) entered into force due to the harmonization of domestic criminal procedure legislation with the acquis communautaire, with Directive 2016/1919 / EU

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : According to the Plan on legislative activities for 2021, amendments to the Courts Act are planned. The Ministry of Justice and Public Administration is preparing draft amendments to this Act. The most important proposed novelty from this area is revising normative framework for permanent court experts, appraisers (assessors) and interpreters. According to the existing regulation, deciding on the status issues of permanent court experts, appraisers (assessors) and interpreters is entrusted to all county and commercial courts, depending on the residence or seat of the expert, appraiser or interpreter. In addition to the fact that deciding on their status issues burdens courts, the revision of this normative framework is being approached due to diverse and uneven case law. The Ministry of Justice and Administration has no up-to-date and complete data on appointed and dismissed permanent court experts, assessors and interpreters, which together with the fact of their large number (cca 6.000) makes mutual communication difficult and enables the exercise of existing supervisory powers over their work and spending budgetary resources for their remuneration.

Given that the essential differences between the categories of permanent court experts and appraisers have been lost over time and that the existence of a separate regulation of these categories is no longer justified, it is proposed to abolish the special regulation for permanent court appraisers, who would continue to perform their service as court experts for assessment.

In the definitions of permanent court interpreters and permanent court experts, it is proposed to emphasize more strongly their connection with judicial bodies and the proceedings before them, and it is proposed to prescribe all the conditions of their appointment by law. In accordance with their name "permanent", it is proposed to abolish the four-year appointment period, and once appointed, they could perform these tasks as long as they fulfill the prescribed conditions. As in the existing regulation, it is proposed that most issues on procedures, rights and duties for these categories are regulated by bylaws (rules), so it is proposed that the Minister in charge of justice is given special authority to enact such regulations.

In relation to status issues of judicial officials, the amendment process for the Courts Act and the State Attorney Office Act will be used to reconsider issues and propose eventual changes on appointment procedures for the President of the Supreme Court of the Republic of Croatia and the Chief State Attorney of the Republic of Croatia, as well as for the security clearance issues. Both Acts will introduce new professional exam for civil servants in judicial bodies, after the state civil exam is being reformed and will no longer include exams from specialised areas related to concrete servants' posts. In the Courts Act it is planned to prescribe the process of the appointment and mandatory continuous professional trainings and educations for judges working in family cases within new specialised municipal court departments. The Lawyers Act is also planned to be amended, primarily in order to facilitate practicing law profession for both Croatian lawyers in the Republic of Croatia and in the Member States of the European Union, as well as for the lawyers from EU Member States in the Republic of Croatia. Amendments to this Act will facilitate the effective exercise of the freedom to provide legal services to lawyers from the Member States of the European Union in the Republic of Croatia, as well as to lawyers from the Republic of Croatia. The planned amendments will also provide for the alignment with the relevant EU acquis in this field and will also introduce the mandatory

continuous professional trainings and educations for lawyers.

The Notaries Act is also planned to be amended in 2021, primarily due to necessary modernization of the notarial work and introduction of electronical notarial deeds. In this occasion some status issues will also be raised, strenghtening the responsibility of public notaries and supervision of their work.

208-7. Parité hommes/ femmes

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : On 1 January 2020, the Act Amending the Criminal Procedure Act (OG 126/19) entered into force, which resulted in the acceleration of criminal proceedings carried out through the preliminary proceedings, but also in relation to the proceedings before the indictment panel, the hearing and the second instance criminal proceeding. Thus, in order to prevent the abuse of the right to file a request for disqualification of a judge of a higher court, it is clearer to define the moment from which the parties can file that request and thus prevent delays in the proceedings.

Furthermore, provisions have entered into force aimed to increasing the efficiency of the competent authorities, primarily the police, ie contributing to the efficiency and effectiveness of the police in conducting pre-trial investigations by reducing unnecessary administration, taking into account criminal proceedings and respecting all rights of defense. guaranteed by law.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : On 1 January 2020, the Act on Amendments to the Criminal Code (OG 126/19) entered into force due to the need to strengthen criminal protection against domestic violence. Also, the harmonization of national legislation with the Directive on the Suppression of Sexual Abuse and Sexual Exploitation of Children and Child Pornography has been carried out.

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : On 1 January 2020, the Act Amending the Juvenile Courts Act (OG 126/19) entered into force. The reason for adoption the law is the harmonization of national legislation with the acquis communautaire through the implementation of Directive (EU) 2016/800. Amendments to the Courts Act also envisage the mandatory establishment of specialized judicial departments of municipal courts in the seats of county courts for dealing with cases according to the law governing family relations. Such an organizational measure is planned in order to increase the quality of legal protection for one of the most vulnerable social groups. For this purpose, the Act on Territories and Seats of Courts will also be amended, prescribing that the family law cases in municipal courts will be resolved only in municipal courts seated in the seats of the county courts.

208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : On 1 January 2020, the Act on Amendments to the Criminal Code (OG 126/19) entered into force due to the need to strengthen criminal protection against domestic violence. Thus, the legal description of the criminal offense of domestic violence was amended in such a way that the criminal offense of domestic violence was supplemented by a state of long-term suffering, as a new

feature of the offense.

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The Notaries Act amendments are planned in 2021, primarily due to necessary modernization of the notarial work and introduction of electronical notarial deeds and possibilities of the notarial work remotely.

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :